



## Piratage en ligne : harmoniser les droits d'auteur au niveau européen

**Les atteintes aux droits d'auteur sur Internet (DPI) sont un problème croissant pour l'économie et appellent une réponse européenne, notamment en supprimant les obstacles à un marché unique digital grâce à des licences de droits d'auteur paneuropéennes, estime le Parlement européen dans un rapport non-législatif adopté mercredi.**

Les œuvres protégées par des droits d'auteur font de plus en plus l'objet d'un partage non autorisé, ce qui représente un "problème croissant pour l'économie européenne en termes d'opportunités d'emplois et de revenus pour l'industrie ainsi qu'en terme de gouvernance", estiment les députés. Ils ont cependant rejeté un paragraphe du rapport invitant la Commission européenne à se pencher sur la question "de l'équilibre entre le libre accès à Internet et les mesures à mettre en œuvre pour lutter efficacement contre ce fléau".

### **Harmoniser les droits d'auteur et établir des licences multi territoriales**

Le développement d'une offre légale attrayante peut contribuer à résorber ce phénomène, mais l'absence d'un marché intérieur digital efficace constitue un obstacle important, estime le Parlement.

La Commission est ainsi invitée à proposer une stratégie complète en matière de DPI qui supprimerait les obstacles à la création d'un marché unique dans l'environnement en ligne et adapterait le cadre législatif européen en matière de DPI aux tendances actuelles de la société ainsi qu'aux évolutions techniques. Elle est également invitée à réfléchir aux méthodes permettant de faciliter l'accès de l'industrie au marché numérique sans frontières géographiques, via des licences multi territoriales et une harmonisation de la législation en matière de droit d'auteur. Un système de licences paneuropéen donnerait aux consommateurs un accès au plus vaste choix de contenu possible et non au détriment du répertoire local européen.

Le Parlement ne partage pas l'avis de la Commission européenne selon laquelle le cadre d'application des mesures de droit civil est suffisamment efficace et harmonisé. Le dialogue sur de possibles solutions doit par ailleurs engager l'ensemble des acteurs, y compris les fournisseurs d'accès à Internet, estiment les députés.

### **Respect du droit à la copie privée**

Les députés rappellent que la copie privée est, dans le domaine culturel, une exception aux droits de la propriété intellectuelle. Ils demandent de garantir que les personnes privées reproduisant en toute légalité des produits originaux pour leur usage personnel ne soient pas tenues de prouver la légalité de cette reproduction.

### **Accord commercial anti-contrefaçon: respecter les droits fondamentaux**

Les députés invitent en outre la Commission à poursuivre ses efforts en vue de faire avancer les négociations de l'accord commercial anti-contrefaçon (ACAC) en tenant pleinement compte de la position du Parlement et de s'assurer que les dispositions de l'accord respectent pleinement l'acquis communautaire en matière de droits de la propriété intellectuelle et de droits fondamentaux.

# Communiqué de presse

## **Atteintes aux droits de propriété intellectuelle dans les pays tiers**

Les députés appellent la Commission à créer davantage de bureaux d'assistance sur les droits de propriété intellectuelle dans les pays tiers, notamment en Inde et en Russie, afin d'aider les entrepreneurs européens à mieux faire respecter leurs droits et de lutter contre l'entrée sur le marché intérieur de contrefaçons produites dans ces pays tiers.

## **Une étude indépendante avant toute nouvelle législation**

Ils relèvent que les données concernant les atteintes aux droits à la propriété intellectuelle sont incomplètes et insuffisantes, et souhaitent qu'une étude indépendante précède toute nouvelle proposition législative additionnelle.

Le Parlement européen a adopté ce mercredi le rapport d'initiative de Marielle Gallo (PPE, FR) par 328 voix pour, 245 contre et 81 abstentions. Deux motions alternatives, déposées par les groupes S&D, Verts/ALE et GUE/NGL d'une part, ADLE de l'autre, ont été rejetées.

### **Contact :**

**Baptiste CHATAIN**

LIBE

BXL: (+32) 2 28 40992

STR: (+33) 3 881 74005

PORT: (+32) 498 98 35 90

EMAIL: [libe-press@europarl.europa.eu](mailto:libe-press@europarl.europa.eu)